

## DÉLIBÉRATION N° DEL-2022-59

### Portant approbation de la convention avec la Ville de Nouméa relative à la délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux au Giratoire du Ouen Toro

LE COMITÉ SYNDICAL,

- VU la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment l'article 54 ;
- VU la loi organique modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment son article 9 ;
- VU le Code des communes de la Nouvelle-Calédonie et notamment ses articles L.122-1 et L.411-1 ;
- VU la délibération n° 30-2010/APS du 12 août 2010 de l'Assemblée de la province Sud relative à la participation de la province Sud au Syndicat Mixte de Transports Urbains du Grand Nouméa ;
- VU les délibérations concordantes n° 53/10/VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010/235 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010/850 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 2010/68 du 19 août 2010 de la commune de Païta décidant de constituer le Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa en approuvant les statuts et formalisant leur volonté de s'associer au sein d'un syndicat ayant pour objet l'organisation, la gestion et l'exploitation des services publics réguliers de transports en commun routiers, ferrés et maritimes et de transports scolaires du secondaire sur le territoire des communes de Dumbéa, Mont-Dore, Nouméa et Païta ;
- VU les délibérations concordantes n° 2010-840 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 51-10-VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010-233 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010-66 du 19 août 2010 de la commune de Païta relatives à la dissolution de Transco ;
- VU la délibération n° 2010/28 du 16 août 2010 du Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa (SIGN) portant modification de ses statuts ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°51 du 30 août 2010 du Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie autorisant la création du « Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa » (SMTU) ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°56 du 21 octobre 2015 portant modification des statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) ;
- VU les statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) modifiés ;
- VU la note explicative de synthèse n°NS-2022-39-DEL ;



**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 : OBJET**

Le comité syndical approuve le projet de convention avec la Ville de Nouméa relative à la participation financière du SMTU dans le cadre du contrat d'agglomération 2017-2022 au titre de l'opération I-6-1 « Aménagement de voirie en faveur des transports en commun » - tranche 2022 pour la réalisation des travaux au Giratoire du Ouen Toro, tel qu'annexé à la présente délibération.

**ARTICLE 2 : AUTORISATION DE SIGNATURE**

Le comité syndical autorise la présidente à signer la convention sus-visée.

**ARTICLE 3 : IMPUTATION BUDGÉTAIRE**

Les dépenses seront imputées sur le budget d'investissement du SMTU à l'article 2318 – opération 060 « aménagements en faveur des TC ».

**ARTICLE 4 : VOIE ET DÉLAI DE RECOURS**

Le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux (2) mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5 : EXÉCUTION**

Madame la Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise à Monsieur le Commissaire délégué de la République pour la Province Sud, au Trésorier de la Province Sud, notifiée à la Province Sud, aux communes de Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa et Païta, et publiée par voie d'affichage.

DÉLIBÈRE EN SEANCE PUBLIQUE, le 30 septembre 2022 POUR EXTRAIT CONFORME



La Présidente  
Léa TRIPODI

La présidente certifie le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de sa publication le 4 OCT. 2022 et de sa transmission au représentant de l'Etat le 3 OCT. 2022

- Ampliations :**
- Com. délégué Province Sud ..... 1
  - Trésorier de la Province Sud ..... 1
  - Province Sud ..... 1
  - Commune de Nouméa ..... 1
  - Commune du Mont-Dore ..... 1
  - Commune de Païta ..... 1
  - Commune de Dumbéa ..... 1

Haut-Commissariat de la République  
en Nouvelle-Calédonie  
Le Directeur Général  
par intérim  
03 OCT. 2022  
Hugues GEORGELIN  
CONTROLEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ

4 OCT. 2022

3 OCT. 2022